

Conjoncture RH Algérie

Newsletter Mars 2014 - N°24

| SOMMAIRE | | |
|--------------------------------|------|----|
| I- INDICATEURS /CLIMAT SOCIAL | Page | 1 |
| | -0- | |
| II- EMPLOI ET FORMATION | Page | 3 |
| III- INFORMATIONS SECTORIELLES | Page | 5 |
| IV ECONOMIE | Dage | 11 |
| IV- ECONOMIE | Page | 11 |

I- INDICATEURS / CLIMAT SOCIAL

L'Algérie comptait 38,7 millions d'habitants au 1er janvier 2014 La population de l'Algérie a atteint 38,7 millions d'habitants au 1er janvier 2014, selon des données de l'Office national des statistiques (ONS).

"Au 1er janvier 2014, la population résidente totale en Algérie a atteint 38,7 millions d'habitants", souligne l'ONS, qui prévoit une population de "39,5 millions d'habitants au 1er janvier 2015".

Selon ces données, la situation démographique en 2013 en Algérie a enregistré 963.000 naissances vivantes, 168.000 décès et 388.000 mariages.

"La situation démographique en 2013 a été marquée essentiellement par une régression du volume des naissances vivantes ainsi que celui des décès, un recul timide du niveau de la mortalité infantile et une progression importante des mariages", a-t-on précisé de même source.

Source: El Watan 30.03.14

Lien: http://www.elwatan.com/actualite/l-algerie-comptait-38-7-millions-dhabitants-au-1er-janvier-2014-30-03-2014-251241 109.php

Contrôle fiscal en 2013 Près d'un milliard de dollars de droits et pénalités

La Direction générale des impôts (DGI) a effectué, en 2013, plus de 59 000 vérifications fiscales qui ont permis de «constater» plus de 71,32 milliards de dinars de droits et pénalités, un montant en hausse de 17% par rapport à 2012. Les vérifications des contrôleurs de la direction des recherches et vérifications de la DGI ont porté sur trois types de contrôle : le contrôle fiscal externe (39,7 mds), le contrôle des évaluations (4,65 mds), et le contrôle sur pièces (27 mds).

Source: El Watan 30.03.14

Lien: http://www.elwatan.com/-et-penalites-30-03-2014-251172 111.php

Ressources fiscales de l'Etat : Augmentation de 6,5% en 2013

La direction générale des impôts (DGI) a indiqué que les ressources fiscales de l'Etat, ordinaires et pétrolières hors FRR (Fonds de régulation des recettes) ont atteint 3 688 milliards de DA, soit plus de 48 milliards de dollars en 2013, en hausse de 6,5% par rapport à 2012. La fiscalité ordinaire recouvrée en 2013 a atteint 2.072 milliards de DA (27 mds de dollars), en hausse de 7%, alors que la fiscalité pétrolière budgétisée a évolué de 6,4% à 1 615,9 mds de DA (21 mds USD). La loi de finances pour 2013 tablait sur des ressources globales de 3.820 mds de DA dont 2.204,1 mds DA de fiscalité ordinaire. Les objectifs budgétaires sont ainsi atteints à hauteur de 96,5% pour l'ensemble des ressources et à 94% pour la fiscalité ordinaire.

Source: Le Maghreb 23.03.14

Lien: http://www.lemaghrebdz.com/?page=detail_actualite&rubrique=Nation&id=62

Excédent commercial de 2,62 mds usd durant les deux premiers mois 2014, en hausse de plus de 4%

L'Algérie a réalisé un excédent commercial de 2,62 milliards de dollars (mds usd) durant les deux premiers mois de 2014, contre 2,51 mds usd durant la même période en 2013, en hausse de près de 4,2%, indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Cette amélioration de l'excédent commercial de l'Algérie, s'explique essentiellement par une baisse de 2,2% des importations, qui ont atteint 8,8 mds usd durant janvier et février derniers contre 9,01 mds usd à la même période de l'année écoulée, tandis que les exportations ont atteint 11,44 mds usd, contre 11,53 mds usd en baisse de 0,81%. Les exportations hors hydrocarbures, demeurent "faibles", de près de 4,5% de l'ensemble des exportations, soit 514 millions usd.

Source: APS 20.03.14

Lien: http://www.aps.dz/ 4,-en-hausse-de-plus-de-4-douanes

Avec des réserves de change de 194 milliards de dollars L'Algérie a amélioré ses agrégats économiques

, avec notamment une hausse de 324% du Produit intérieur brut (PIB) durant la décennie 2000-2013. Le PIB hors hydrocarbures a atteint 12.122 mds dinars en 2013 (152 mds de dollars) contre 2.507 mds dinars en 2000 (31,45 mds dollars). L'inflation est maîtrisée à 3,3% fin 2013 (4,2% en 2000), un taux de chômage de 9,8% contre 29,8% en 2000 et une hausse significative des crédits à l'économie, de 993 mds DA en 2000 à 5.154 mds de dinars (64,91 mds de dollars) en 2013, reflètent un panorama général plutôt rassurant sur l'état de santé de l'économie algérienne. Durant la même période, la masse salariale est passée de 509 milliards DA en 2000 à 2.649 mds DA à fin 2013. Cette masse salariale a ainsi évolué de 57% en 2000 par rapport au budget de fonctionnement à 62,7% en 2013, soit une hausse de 5,7%.

Source : Le Temps d'Algérie 11.03.14

Lien: http://www.letempsdz.com/content/view/117866/1/

Recettes pétrolières de l'Algérie Un recul de 150 millions de dollars en deux mois

Selon les services des douanes la recette d'hydrocarbure est de 10,92 milliards de dollars, pour les mois de janvier et février 2014, contre 10,07 milliards de dollars, enregistrés durant la même période en 2013, soit un recul de 1,36%. Ce recul des revenus pétroliers est dû à la baisse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial et au repli des quantités exportées par l'Algérie. Selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, l'Algérie a besoin d'un baril à 112 dollars pour équilibrer son budget déficitaire, sans avoir recours à son Fonds de régulation de recettes.

Source: L'Econews 27.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -en-deux-mois-27-03-2014-168388 289.php



Le bilan 2013 : Moins de 1% du PIB pour les SGP industrielles

Le bilan de 2013 montre que la situation de l'industrie relevant du secteur public est extrêmement inquiétante. En effet, la valeur ajoutée du secteur industriel public représente moins de 1% du Produit intérieur brut (PIB) et sa contribution au marché de l'emploi ne dépasse pas 0,9% pour l'année 2013, a indiqué un cadre au ministère du Développement Industriel et de la promotion de l'Investissement, lors d'une rencontre consacrée à la présentation des bilans des SGP, l'état d'avancement des partenariats engagés en 2013, ainsi que le degré de consommation de crédits alloués aux entreprises publiques. le chiffre d'affaires global des 14 SGP a dépassé les 340 milliards de dinars en 2013, soit une évolution de 18% par rapport à l'année 2012, et une valeur ajoutée en progression de 13%. Il a, toutefois, indiqué que « malheureusement l'excédent public à l'exportation a évolué à un rythme nettement inférieur», expliquant que «cela en raison de l'évolution assez forte des charges du personnel». Le chiffre d'affaires global des 14 SGP a dépassé les 340 milliards de dinars en 2013, avec une évolution de 18% par rapport à l'année 2012, et une valeur ajoutée en progression de 13%, mais « l'excédent public à l'exportation a évolué à un rythme nettement inférieur», « en raison de l'évolution assez forte des charges du personnel». Les investissements réalisés par les entreprises publiques industrielles sont estimé à 37 milliards de dinars en 2013, marquant une nette amélioration par rapport à 2012 avec une évolution de plus de 100%. Mais cet effort demeure insuffisant au vu de l'ampleur et de l'importance des investissements projetés pour la relance de ce secteur pour lequel une enveloppe globale de 739 milliards de dinars a été consacrée, explique-t-il. De son côté, le directeur général du secteur public marchand a souligné que les entreprises algériennes rencontrent de grandes difficultés pour mettre en œuvre leurs plans de formation et de développement.

Source: L'Econews 17.03.14 Lien: http://www.leconews.com/ -sgp-industrielles-17-03-2014-168198 340.php

Industrie du tourisme : Une contribution de 8,1% au PIB national

Selon le dernier rapport du Conseil mondial du tourisme et du voyage (WTTC), intitulé: «L'impact économique du tourisme et du voyage» et réalisé dans 184 pays, la contribution du secteur du tourisme et du voyage en Algérie dans le PIB national est passée de 8% en 2013 à 8,1% en 2014. Le rapport souligne que cette progression, même timide, a permis de générer 364 000 emplois en 2013, ce qui représente 3,5% de l'emploi total du pays et devrait atteindre 379 000 emplois en 2014, soit une augmentation de 4%. Ces emplois incluent «les hôtels, les agences de voyages, les compagnies aériennes et autres services dans le transport ainsi que toutes les activités de restauration et de loisirs soutenues directement par les touristes». Toutefois, le rapport a relevé que le nombre de visiteurs étrangers demeure presque insignifiant. Le tourisme en Algérie reste ainsi dominé par le tourisme domestique qui a représenté 97,3% du PIB direct du secteur en 2013. Par ailleurs, les investissements dans le tourisme n'ont toujours pas atteint le niveau souhaité, avec un montant 153,3 milliards de dinars en 2013, qui ne devrait augmenter que de 1% en 2014, souligne le rapport. Ainsi, l'Algérie occupe le bas du classement en matière de part du secteur touristique dans le PIB et est classée la 111e place sur 184 pays, loin derrière la Tunisie (49e) et le Maroc (38e).

Source : El Watan 22.03.14

Lien: http://www.elwatan.com/-au-pib-national-22-03-2014-250051_111.php

Hausse de 5,2 % du chiffre d'affaires du secteur des assurances au 4ème trimestre 2013

Selon le Conseil national des assurances (CNA), le chiffre d'affaires du secteur a enregistré une hausse de 5,2% au quatrième trimestre 2013, avec 26,4 milliards de DA, contre 25,1 mds de DA à la même période de 2012. Les assurances dommages continuent à produire l'essentiel des primes avec une part de marché de 90,3%. La branche automobile, qui a totalisé une production de 13,2 mds DA au 31 décembre 2013, représente 55% des assurances de dommages. L'assurance crédit a marqué une hausse de 43% par rapport à la même période de 2012, tirée par la production de l'assurance "crédit immobilier" qui affiche une progression importante de 116% et représente 63% du portefeuille de la branche durant ce trimestre. Quant à l'assurance "crédit à l'exportation", elle voit son chiffre d'affaires baisser de 15%.

Source: Maghreb Emergent 25.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ - -au-4eme-trimestre-2013.html

L'Algérie a importé 1,8 milliard de dollars de produits en deux mois

La facture alimentaire en hausse de 13%

La facture des produits alimentaires de l'Algérie s'est élevée à 1,8 milliard de dollars en deux mois seulement, enregistrant ainsi, une hausse de 200 millions de dollars, soit 13,98% par rapport aux deux premiers mois de 2013. Cette hausse est justifiée par la montée en flèche des prix des produits alimentaires de première nécessitée sur le marché mondial, notamment les légumes secs et les céréales, mais aussi par la hausse vertigineuse du prix de la poudre de lait. Les produits alimentaires qui occupent la troisième position dans la structure des importations globales de l'Algérie, ont représenté 20,71% de l'ensemble des produits importés durant les deux premiers mois de 2014.

Source: L'Econews 29.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -en-hausse-de-13-29-03-2014-168426 292.php

Facture alimentaire de l'Algérie au mois de janvier Les importations de viandes en hausse de 65%

Selon les chiffres des douanes algériennes, les achats des viandes fraîches ou réfrigérées effectuées par l'Algérie durant le mois de janvier dernier se sont évalués à plus de 23,95 millions de dollars, contre 14,50 millions de dollars, marquant une hausse de 65,17% comparativement avec le mois de l'année écoulée. A noter que l'Algérie a importé du Brésil, durant le même mois, 1,458 tonnes de viandes bovines congelées pour une valeur de 6,8 millions de dollars, selon un rapport de la chambre de commerce arabobrésilienne.

Source: L'Econews 10.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -hausse-de-65-10-03-2014-168067 292.php

L'indice de confiance des chefs d'entreprises grimpe encore en février (FCE)

L'indice de confiance des chefs d'entreprises en Algérie a poursuivi sa progression entamée en janvier pour gagner 18 points en l'espace de deux mois, révèle l'enquête mensuelle du Forum des chefs d'entreprises (FCE). Toutefois, malgré sa progression, l'indice, qui se chiffre à -4, demeure en zone négative, et ce depuis mai dernier. La reprise des activités dans le secteur de la réalisation (BTPH) et dans celui des industries agroalimentaires est remarquable. Pour la première fois depuis quelques mois, ces secteurs d'activité, affichent en février des indices positifs de 29 points indice pour le BTPH et 3 points indice pour les industries agroalimentaires soit respectivement un gain de 47 points et de 25 points un mois. En dehors de ces 2 secteurs, le climat est plutôt morose. L'indice de confiance s'est rétracté de 6 points et de 4 points respectivement pour les autres industries (hors industries agroalimentaires) et pour les services.

Source: Maghreb Emergent 18.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ -grimpe-encore-en-fevrier-fce.html

Performance logistique : L'Algérie classée au 96e rang

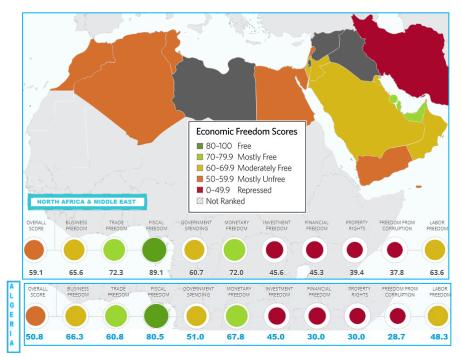
Selon le rapport de la Banque mondiale (BM), sur les «Services logistiques du commerce dans l'économie mondiale 2014», l'Algérie a été classée au 96e rang, sur un total de 160 pays dans le monde, en matière d'indice de performance logistique (LPI). Ce rapport évalue les facteurs de développement du commerce, notamment, le rendement des services douaniers, la qualité de l'infrastructure et la rapidité des livraisons. Sur un total moyen de 5 points, l'Algérie a réalisé un score de 2,65 points, sur la base de différents critères : l'efficacité des processus de dédouanement (2,71 points), la qualité des infrastructures commerciales et des infrastructures de transports connexes (2,54 points), la facilité de l'organisation des expéditions de marchandises à des prix concurrentiels (2,54 points), la qualité des services d'infrastructure (2,54 points), la capacité de suivi et de traçabilité des consignations (2,54 points) et la fréquence avec laquelle les expéditions arrivent au destinataire, dans les délais prévus (3,04 points).

Source: El Watan 22.03.14

Lien: http://www.elwatan.com// -classee-au-96e-rang-22-03-2014-250050 111.php



LES CHIFFRES DU MOIS



L'index de liberté économique en 2014

L'indice de liberté économique est un guide annuel publié par le Wall Street Journal et Heritage Foundation, n° 1 groupe de réflexion de Washington. A l'échelle régionale, l'Algérie est classée au 14e rang parmi les 15 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Au niveau mondial, l'Algérie se classe 146e pour l'indice de 2014, avec un score global de 50,8, et progresse de 1,2 points par rapport à l'année dernière. Cette évolution est liée à l'amélioration notable des scores concernant la liberté d'investissement et la gestion des dépenses du gouvernement. Toutefois, le score de l'Algérie demeure inférieur aux moyennes régionale et mondiale.

Source: http://www.heritage.org/

II- EMPLOI ET FORMATION

Plus de 52.500 placements dans le secteur économique aux deux premiers mois 2014 (ANEM)

"Durant les mois de janvier et février derniers, quelque 52.532 placements ont été effectués par les différentes agences régionales et locales de l'ANEM, soit une progression de 16% par rapport à la même période de 2013, où 45.151 placements ont été réalisés", a précisé le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM). Pour le dispositif d'aide à l'insertion économique (DAIP), une augmentation de 13% a été réalisée en matière de placement en janvier et février derniers, où 22.872 placements ont été effectués contre 20.263 placements durant la même période de l'année dernière. Le responsable s'est exprimé à l'occasion du lancement officiel du projet d'appui au secteur de l'emploi en Algérie (PASEA), en partenariat avec l'Union européenne (UE). "Beaucoup d'efforts ont été faits en matière de modernisation et d'amélioration du service, mais beaucoup reste à faire, notamment en matière de formation, pour laquelle nous accordons une importance particulière d'où le PASEA", a-t-il affirmé.

Source: Maghreb Emergent 09.03.14 Lien: http://www.maghrebemergent.info/-premiers-mois-2014-anem.html

La crise de l'emploi persiste à Tamanrasset, en dépit des mesures gouvernementales

"2% seulement des jeunes diplômés recrutés par les entreprises"

, un taux qui infirme encore les chiffres avancés sur le marché du travail dans le Sud, huppé d'une majorité écrasante de cadres chômeurs. "Les recrutements organisés par les entreprises chargées de réaliser les projets lancés dans le cadre des différents programmes de développement ne concernent, jusque-là, que le personnel d'exécution et de maîtrise", déplore le directeur de l'emploi de la wilaya de Tamanrasset, précisant que les emplois créés sont à caractère temporaire et généralement limité par la durée de réalisation des projets. Ainsi, plus de 90% des offres d'emploi ciblent les petits métiers et les titulaires de certificat d'aptitude professionnelle, les projets visant la frange d'élite étant inexistants. En revanche, le responsable a fait part du déficit enregistré dans certaines spécialités sollicitées par les sociétés pétrolières, à l'instar des ingénieurs en informatique et des cadres en hôtellerie. Par ailleurs, le directeur de l'emploi a tenu à souligner que 50% des postes pourvus dans le secteur de

la fonction publique à Tamanrasset ont été destinés exclusivement aux diplômés. "Toutes les demandes ont été satisfaites", se targue-t-il, signalant que 1500 nouveaux postes ont été ouverts au titre de l'année 2014. En définitive, en attendant la mise en service des projets de développement (l'unité de fabrication du marbre de Silet, la cimenterie de Tamanrasset et la briqueterie d'In Salah), en mesure de relancer la locomotive d'investissement dans cette wilaya-continent, le diplômé cède à l'emploi précaire pour échapper au chômage.

Source : Liberté 19.03.14

Lien: http://www.liberte-algerie.com/ -mesures-gouvernementales-217798

Batna : 1000 emplois créés par le partenariat Sonelgaz-General Electric

Sonelgaz et l'américain General Electric ont signé un accord sous le nom de GEAT (General Electric Algeria Turbines) pour la construction d'un complexe industriel chargé de fabriquer localement des turbines à vapeur, des turbines à gaz, des alternateurs et des systèmes de contrôle commande. La nouvelle société en partenariat, chargée de la réalisation et de l'exploitation de ce complexe industriel sera détenue à hauteur de 51% par Sonelgaz et à 49% par une filiale de Général Electric (GE Industrial France). Le projet permettra la création de 1000 emplois, dont 400 postes spécialisés directs, et 600 emplois indirects.

Source: Algérie Focus 19.03.14

Lien: http://www.algerie-focus.com/ -sonelgaz-general-electric/

43.000 postes vacants dans l'administration à pourvoir au profit de jeunes dans le cadre du pré-emploi

Le ministre auprès du Premier ministre chargé de la Réforme du service public a annoncé qu'au moins 43.000 postes d'emploi vacants dans l'administration devront être pourvus à l'échelle nationale d'ici le mois de juin prochain au profit des jeunes recrutés dans le cadre du pré-emploi. Le responsable a toutefois souligné que "l'administration n'est pas faite pour recruter massivement", et que "seul le secteur économique peut faire reculer le chômage".

Source: Maghreb Emergent 20.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.com/ -de-jeunes-dans-le-cadre-du-preemploi.html



Lafarge : 20e jour de la grève de la faim

Les seize employés de la cimenterie Lafarge à Oggaz, dans la wilaya de Mascara, entameront leur 20e jour de la grève de la faim qu'ils observent pour réclamer leur réintégration dans leurs postes d'emploi, le paiement des allocations familiales et le retrait des plaintes en appel. Selon l'un des grévistes, «la direction de Lafarge aurait déposé une autre plainte à l'encontre des seize grévistes pour les chefs d'accusation d'usage d'armes blanches, fermeture des portes de l'usine, interdiction d'accès aux camions et aux employés», «Notre accès à l'usine est strictement interdit. Nous sommes considérés comme des voyous qui présentent un danger pour l'entreprise... ». De son côté, la direction générale de Lafarge serait disposée « à négocier avec l'ensemble des grévistes leur départ à l'amiable».

Source: El Watan 28.03.14

Lien: http://www.elwatan.com// -de-la-faim-28-03-2014-250940 109.php

Tizi-Ouzou : Sit-in des travailleurs du pré-emploi devant le siège de la wilaya

, à l'appel du comité national des pré-emplois. Parmi les revendications de ces employés, les protestataires citent entre autres, « l'intégration de tous les travailleurs recrutés dans le cadre du pré-emploi et du filet social dans des postes permanents et le lancement de l'opération de régularisation de la situation de ces travailleurs en associant leurs représentants ».

Source: Liberté 17.03.14

Lien: http://www.liberte-algerie.com/-siege-de-la-wilaya-tizi-ouzou-217714

Le trafic ferroviaire paralysé à Alger par une grève des cheminots

Le débrayage des travailleurs de la SNTF, du moins de la région d'Alger, est du à des revendications salariales "La direction (de la SNTF) n'a pas les moyens (financiers) de satisfaire cette demande pour les 12.000 agents" que compte l'entreprise, "nous sommes en train de négocier avec les représentants des cheminots, qui demandent un rappel (des salaires) de 36 mois" a indiqué le directeur général de la SNTF.

Source: Maghreb Emergent 24.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ -une-greve-des-cheminots-de-la-sntf.html

Poursuites judiciaires contre les bénéficiaires des crédits Ansej et Cnac

Les promoteurs en faillite haussent le ton

Les jeunes promoteurs poursuivis en justice, pour non-remboursement du crédit octroyé dans le cadre du dispositif Ansej et Cnac, s'organisent en coordination nationale et menacent investir la rue pour protester contre les poursuites judiciaires lancées contre 11 000 jeunes promoteurs de l'Ansej et Cnac. Selon porte-parole de cette coordination, non encore agréée, « ces jeunes n'ont pas bénéficié des mêmes mesures d'allègement qui sont accordées actuellement par l'Ansej et la Cnac aux promoteurs, à l'exemple des 10% de l'accord personnel qui ont été exigés à l'époque et un contrat de location de cinq ans, alors qu'actuellement, il n'est exigé que 1% de l'apport personnel » a-t-il déploré.

Source: L'Econews 13.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -haussent-le-ton-13-03-2014-168130 360.php

6.000 nouveaux enseignants universitaires seront recrutés en prévision de la rentrée 2014-2015

, a annoncé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en indiquant que le nombre d'enseignants universitaires chargés d'encadrer les 2 millions d'étudiants à l'échelle national oscille entre 47.000 et 48.000 enseignants. Evoquant l'ouverture de l'Université algérienne à l'international aux fins d'améliorer le niveau de la formation, le ministre a cité "les accords conclus entre l'Université algérienne et de grandes universités étrangères, notamment françaises, portugaises et canadiennes, visant à tirer profit de leurs expériences et expertise en matière de formation technologique et scientifique".

Source : Maghreb Emergent 23.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ -prevision-de-la-rentree-2014-2015.html

Des experts du FMI et du FMA organisent une session de formation au profit de cadres algériens

Des experts du Fonds monétaire international (FMI) et du Fonds monétaire arabe (FMA) ont organisé à Alger une session de formation sur "la gestion macroéconomique et la politique des finances publiques" au

profit de cadres du ministère des Finances et de la Banque d'Algérie. Les thèmes de la formation concernent l'analyse technique de la politique macroéconomique dans les pays arabes dont l'Algérie, les politiques budgétaire, monétaire et fiscale et leur impact sur les équilibres économiques, les méthodes de gestion de la dette, la politique de l'emploi ainsi que la gestion des ressources pétrolières.

Source: L'Econews 02.03.14

Lien: http://www.leconews.com/fcadres-algeriens-02-03-2014-167926 312.php

Formation sur les marchés publics au profit des APC et des Dairas du Sud-Est

Organisée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, cette session rentre dans le cadre du programme de formation global arrêté pour l'année 2014 au profit de des agents et personnels du ministère. Elle s'adresse aux employés chargés des marchés publics au niveau des APC et au personnel chargé de la tutelle communale au niveau des dairas des wilayas du Sud-Est. D'autres cycles de formation, seront généralisés pour l'ensemble des wilayas.

Source: Maghreb Emergent 27.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ -apc-et-des-dairas-du-sud-est.html

Une convention signée entre la DGRSDT et l'ENIE

Une convention de travail dans le domaine de l'industrie a été signée entre la Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique (DGRSDT) et l'Entreprise nationale des industries électroniques (Enie). Le contrat tend à concrétiser les recherches scientifiques des chercheurs universitaires dans le domaine de l'industrie dont l'Enie sera le partenaire des innovations et des expériences. Pour rappel, l'entreprise Enie s'est investie dans la fabrication des cartes électronique pour TV, PC,TIC, les afficheurs à LED, les systèmes de la télésurveillance, les faisceaux de câble, les circuits imprimés, les cellules des panneaux solaires, et l'assemblage des téléviseurs, et pour le début du mois de Mars, les premières tablettes électroniques qui seront mises sur le marché destiné au grand public, et seront suivies des tablettes 3G et 4G.

Source: Portail AER 01.03.14

Lien: http://portail.cder.dz/spip.php?article3875

Programme de formation pour près de 3000 cadres de l'ANEM

Fruit d'un accord conclu il y a près de quatre ans entre l'Union Européenne (UE) et les autorités nationales, ce programme, lancé en 2012 et pour lequel une enveloppe de 15 millions d'euros a été mobilisée, prévoit la formation d'ici à juin 2016 de quelque 3000 cadres et managers de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) et du ministère du Travail, de l'Emploi et de Sécurité (MTESS). Plusieurs actions ont déjà été menées pour rendre effective l'ambition d'aligner la gestion du secteur de l'emploi en Algérie sur les standards internationaux, dont l'élaboration de la Nomenclature algérienne Métier-Emploi (NAME), un référentiel susceptible d'aider à «identifier les besoins en formation, définir des profils d'offres et de demandes d'emploi, et élargir les champs de pistes de professionnels accessibles aux personnes confrontées à une mobilité professionnelle». A citer également la mise à niveau du Système d'information, visant à remédier aux faiblesses dont pâtit le dispositif de communication et de gestion de l'information au sein des agences Anem.

Source: El Watan 03.03.14

Lien: http://www.elwatan.com/ -l-anem-03-03-2014-247712 221.php

L'Algérie formera bientôt des ingénieurs spécialisés en dessalement d'eau de mer

Cette formation sera assurée par l'Ecole polytechnique d'Oran en vertu d'une convention qu'elle a signée, il y a quelques semaines, avec Beni Saf Water Company (BWC), créée dans le cadre d'une joint-venture entre Algerian Energy Company (AEC) et la firme espagnole Groupo Cobra, et qui exploite la station de dessalement de Beni Saf, dans la wilaya d'Aïn Temouchent (Ouest). « Jusqu'à présent, il n'existe, en Algérie, que des formations pour ingénieurs en hydraulique urbaine ou agricole. La convention liant l'Ecole nationale polytechnique d'Oran et notre entreprise permettra à l'Algérie d'avoir des ingénieurs dans cette toute nouvelle branche », a précisé le directeur général adjoint de BWC, qui a en outre affirmé que « le partenariat avec le groupe espagnol a eu pour résultat un véritable transfert de savoir-faire » aux ingénieurs algériens de la station de Beni Saf.

Source : Maghreb Emergent 20.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.com/ -d-eau-de-mer.html



Sortie de la 1ère promotion de la "Certification des professionnels du marché financier"

Selon la Commission de l'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), la promotion compte 26 lauréats issus de différentes banques, compagnies d'assurance et entreprises cotées sur le marché boursier. Leur formation, d'une durée de quatre mois, a été assurée par l'Institut d'économie douanière et fiscale (IEDF) et sanctionnée par une certification de l'Autorité de régulation du marché financier (COSOB). L'encadrement été assuré par des experts nationaux et internationaux notamment les représentants de la COSOB, la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV), Algérie Clearing, Paris EuroPlace et Euronext Paris

Source: Maghreb Emergent 18.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ -du-marche-financier.html

Nouvelle offre de bourses d'études au Japon pour les universitaires algériens

"Cette initiative qui entre dans le cadre de la coopération bilatérale s'étend à toutes les universités algériennes, toutes filières confondues", a précisé le chargé des affaires culturelles et de la communication auprès de l'ambassade. Les candidats retenus pourront poursuivre leurs études dans un établissement universitaire japonais pour une durée de deux années.

Source: APS 25.03.14

Lien: http://www.aps.dz/fr/ -japon-pour-les-universitaires-algeriens

Partenariat Algérie-Union Européenne 1 400 conseillers à l'emploi seront formés

Plus de 1 400 conseillers de l'Anem bénéficieront d'une formation spécifique, assurée délivrée par des experts internationaux. Celle-ci se déroulera à Oran, et s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui au secteur de l'emploi (Pasea), financé par l'UE à hauteur de 14,1 millions d'euros. La Pasea vise à moderniser le système d'information, la professionnalisation des personnels et le développement d'une nouvelle stratégie de communication dans le domaine de l'emploi. Selon l'expert du projet, après Annaba et Alger pour la formation des managers, ce cycle de formation à Oran s'adresse aux conseillers, et a pour but de professionnaliser les agents sur l'entretien avec les demandeurs d'emploi et mieux répondre aux besoins des entreprises en matière d'emploi.

Source : Liberté 10.03.14

Lien: www.liberte-algerie.com/ partenariat-algerie-union-europeenne-217220

Le Salon national de la micro-activité s'ouvre à Riad el Feth

Placée sous le thème "la femme productive, un acteur du développement local", et organisé dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la femme, le salon national de la micro-activité (Alger) a vu la participation de 130 femmes exposantes venant de toutes les wilayas du pays pour présenter leurs produits. Le salon, a pour objectif notamment, de vulgariser davantage le dispositif du microcrédit, des ateliers de formation au profit des porteurs de projets désirant bénéficier de micro crédits et des ateliers de simulation d'études technico-économiques (business plan), sont programmées en marge de la manifestation. La ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, a révélé que les femmes, notamment rurales, représentaient 64% des bénéficiaires du dispositif de l'Agence nationale de gestion des microcrédits (ANGEM).

Source: APS 06.03.14

Lien: http://www.aps.dz/ -micro-activite -s-ouvre-a -riad-el-feth

26.000 handicapés ont acquis une qualification professionnelle

, au niveau national depuis 1999. C'est ce qu'a révélé le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en précisant que les offres de formation aux handicapés dans le pays sont passées de 1.200 en 1999 à 2.100 en 2013, signalant que l'effectif des formés en différents types a atteint 2.062 stagiaires handicapés dont 739 filles en 2013. Il a indiqué, en outre, que l'objectif dont aspire son ministère pour le quinquennat prochain est de renforcer la formation par l'apprentissage en faveur des jeunes, surtout les handicapés, estimant que la formation par l'apprentissage est "le meilleur moyen d'insertion socio professionnelle". Le ministre s'est exprimé à l'occasion de la Journée nationale des personnes handicapées, au cours de laquelle une convention cadre entre son ministère et celui de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine pour une prise en charge des diplômés des établissements de formation parmi les handicapés. Celle-ci consistera en leur insertion dans le monde du travail par l'octroi de micro-crédits au titre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM).

Source: Maghreb Emergent 16.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/-une-qualification-professionnelle.html

III- INFORMATIONS SECTORIELLES

MARCHE GENERAL

Modernisation des services du CNRC Le registre du commerce électronique opérationnel à Alger

Le ministre du Commerce a procédé au lancement officiel du registre de commerce électronique(RCE), dans une première phase au niveau d'Alger, indiquant notamment, que l'avènement du RCE devrait mettre fin aux actes de falsification dont fait l'objet le registre. Le projet du RCE a été confié à une joint-venture, créée par l'entreprise nationale des services informatiques (ENSI), en partenariat avec un opérateur finlandais. Celui-ci, aura la charge de la mise en œuvre de l'opération de remplacement de tous les registres de commerces à l'échelle nationale, sachant qu'il existe 1600 000 commerçants inscrits au RC en 2013. Cette joint-venture assurera également le suivi technique durant une période de cinq années et assurer des formations aux agents du CNRC.

Source: L'Econews 16.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -operationnel-a-alger-16-03-2014-168174 292.php

Facilités douanières L'Algérie peine à s'approprier le passeport de marchandise

Le passeport de marchandise ou le carnet ATA utilisé par les régimes douaniers dans plus de 72 pays, n'arrive pas à décoller en Algérie. Plusieurs facteurs, dont l'absence de collaboration entre la direction des douanes et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) ainsi que la crainte des risques sont à l'origine de la stagnation de ce système. Afin de faire face à cette difficulté, les services de régimes douaniers ont élaboré une circulaire visant la facilitation de la mise en œuvre du carnet ATA et sa généralisation à tout le territoire national. Elle définit entre autres, les processus de suivis de ce carnet ATA et désigne les douane et de la chambre de commerce et de l'industrie algérienne se sont mis d'accord afin de collaborer au bon fonctionnement de ce système ainsi que l'assurance de la bonne marche des admissions temporaires et exportations temporaires des marchandises ainsi que le transit. Trois types d'opérations qui seront pris en charge par le carnet ATA.

Source: L'Econews 12.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -de-marchandise-12-03-2013-162504 292.php



Programme 2014-2019 des Travaux publics : 60 milliards USD d'investissements et 2 millions d'emplois prévus

Le programme du secteur des Travaux publics, qui sera soumis au gouvernement s'étend jusqu'à 2019. Il s'agit de la réalisation de 265 km pour la 4e rocade d'Alger, 500 ouvrages d'art, l'extension de trois aéroports et le renforcement de 12 autres, la réalisation de 7 ports de plaisance et le réaménagement de 24 ports. Une enveloppe de 4.200 milliards DA (60 milliards USD) sera dégagée à cet effet et elle devrait assurer de l'emploi pour quelque deux millions de travailleurs. "Le programme est énorme et dépasse les capacités de nos entreprises. D'où la nécessité de s'organiser en groupement d'entreprises, publique-publique, ou publique-privée, pour plus de complémentarité dans la réalisation des différents projets qui seront lancés incessamment", a-t-il souligné le ministre des Travaux publics, qui a également exhorté les entreprises des travaux publics à plus d'ouverture à même de conclure des partenariats avec les entreprises étrangères.

Source: El Moudjahid 29.03.14 Lien: http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/56687

Dix projets pour une production de 26 millions de tonnes de ciment en 2017

Selon son président, le groupe industriel de ciment d'Algérie (GICA) se charge de la réalisation de dix projets à travers le pays en vue d'augmenter la production de 11,5 millions de tonnes actuellement à 26 millions en 2017. Le groupe a lancé les procédures pour la réalisation de quatre cimenteries dans les wilayas de Bechar, Tamanrasset, Relizane et Oum El Bouaghi. En outre, les procédures pour la réalisation de quatre cimenteries ont été lancées dans les wilayas de Bechar, Tamanrasset, Relizane et Oum El Bouaghi. Par ailleurs, le groupe "GICA" prévoit une hausse de la production de gravât au niveau des carrières qu'il gère, de 4,4 millions de t/an actuellement à 7 millions t/an l'an prochain. Il compte également développer l'industrie du béton armé à travers les 16 stations de production, dont la capacité est de 4 millions de mètres cubes/an actuellement.

Source: Maghreb Emergent 11.03.14 Lien: http://www.maghrebemergent.info/ -tonnes-de-ciment-en-2017.html

Une nouvelle cimenterie à Ain El Kebira L'Allemand ThyssenKrupp se met à l'œuvre

Fruit d'un contrat conclu avec le Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), cette nouvelle usine prendra forme à Ain El Kebira, près de Sétif, et aura une capacité de 6000 tonnes par jour. Le démarrage de la production est prévu pour 2016. Outre sa mise sur pied, l'accord prévoit également la fourniture de composants clés pour les opérations, y compris la transformation des matières premières, la fabrication du ciment, l'installation d'un système d'automatisation et la mise en place d'un laboratoire pour le contrôle qualité.

Source: L'Econews 10.03.14
Lien: http://www.leconews.com/-met-a-l-oeuvre-10-03-2014-168071 340.php

La réalisation des nouveaux CHU d'Alger, Constantine, Tlemcen et Tizi Ouzou confiés à des entreprises étrangères

Des entreprises étrangères (une sud-coréenne, une britannique, une italienne et une franco-autrichienne) ont été retenues par le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière pour la réalisation et l'équipement de quatre nouveaux centres hospitaliers universitaires (CHU) à Alger, Constantine, Tlemcen et Tizi Ouzou. Le ministre a souligné que les entreprises en question ont été retenues selon les meilleurs standards internationaux et indiqué que la durée de réalisation est fixée à trois années.

Source: Algérie1 17.03.14 Lien: http://www.algerie1.com/ -confies-a-des-entreprises-etrangeres/

Assainissement du marché de l'automobile Les concessionnaires dans le collimateur

Le ministère du commerce ouvert une enquête dans le cadre d'une opération d'assainissement de l'activité des concessionnaires. « Après inscription au Registre du commerce, les concessionnaires sont tenus de formuler une demande pour l'obtention de l'agrément définitif auprès du ministère du développement économique et de la promotion de l'investissement », a précisé le Directeur général du Contrôle économique et de répression des fraudes au ministère. « Certains concessionnaires ne disposent pas d'agrément en dépit de leur inscription au Registre du commerce », « si de telles pratiques sont confirmées par l'enquête, les concessionnaires contrevenants seront arrêtés », a-t-il affirmé. Par ailleurs, les pouvoirs publics comptent soumettre les activités des concessionnaires et des importateurs de véhicules sous la condition de réaliser des investissements en Algérie. Ils pourraient, dans ce cadre, bénéficier des avantages accordés dans le cadre de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

Source : L'Econews 16.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -le-collimateur-16-03-2014-168180 292.php

L'usine de montage de véhicules Mercedes de Rouïba entre en production

Selon le président du directoire de la Société de gestion des participations "Equipements industriels et agricoles" (SGP Equipag), près d'une dizaine de nouveaux projets relevant de l'industrie mécanique sont entrés en phase de production. Parmi eux, le projet liant la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) à la firme Mercedes prévoit la production de 16.500 camions et autobus par an. Le responsable a évoqué, par ailleurs, le démarrage de l'usine de tracteurs à Constantine en association avec le groupe américain Massey Fergusson qui doit produire près de 5.000 unités /an, et d'un autre complexe industriel implanté à Tiaret pour la production de près de 8.000 véhicules tout terrain/an. Il a également cité l'unité de production de 25.000 moteurs/an de marque Daimler, Deutz et Mtu, le projet industriel pour la production de 500 engins de travaux publics en partenariat avec l'allemand Liebherr, ainsi que le démarrage d'une unité de production de moissonneuses batteuses (1000 unités/an) en partenariat avec une entreprise finlandaise. Rappelant que la SGP Equipag regroupe près de 40 entreprises relevant de diverses filières, le responsable a souligné que ce secteur d'activité connaît un net regain d'activité grâce à un plan d'investissement de près 41 milliards de DA.

Source: El Watan 22.03.14

Lien: http://www.elwatan.com/entre-en-production-27-03-2014-250887 111.php

Les concessionnaires résistent à la chute de la demande, Les ventes automobiles baissent de moitié

La 17e édition du salon international de l'automobile d'Alger (SIAA) se tient dans une conjoncture jugée «difficile» par les concessionnaires sur fond d'une tendance à la baisse de la demande en Algérie et des perspectives moroses sur le marché mondial. En Algérie, les ventes de véhicules neufs en baissé suivant le rythme des importations qui, elles, ont reculé de plus de 50% en janvier 2014 pour totaliser 23.682. Après le «boom» de l'année 2012 au cours de laquelle 568.610 véhicules (+45,7%) ont été importés en Algérie pour une valeur de 514,43 milliards DA, le marché s'est contracté en 2013 et «la tendance se poursuivra encore cette année», prédisent les analystes. L'année 2013 a été marquée par des baisses de 30 à 50% des volumes des ventes, ont affirmé les représentants des principales marques en marge de cette manifestation. Les différentes formules d'acquisition de logements lancées par le gouvernement, les promotions immobilières, combinées à la fin des augmentations et des rappels versés en 2012 et dont ont bénéficié un grand nombre de citoyens, semblent avoir impacté la demande des véhicules, expliquent ces responsables.

Source: Le Financier 16.03.14

Lien: http://www.lefinancier-dz.com/ -automobiles-baissent-de-moitie.html



Le groupe public va s'associer avec le français APRC Des plateformes logistiques pour SNTR

Le groupe public des transports terrestres (SNTR) va s'associer avec le groupe français APRC spécialisé en immobilier d'entreprise et en logistique pour la construction et la gestion de plateformes logistiques aux normes internationales, par la création d'une société mixte, dénommée SNTR-Logistics. Celle-ci sera chargée non seulement de la prospection foncière, des études, de la conception et de la construction de plateformes logistiques, mais aussi de la commercialisation au niveau national et international des produits qu'elle transporte. « La dite résolution, jointe à un contrat de 10 ans, vont nous permettre d'être prioritaires dans le cadre de l'attribution de fonciers par les autorités algériennes et porte sur le développement annuel de plusieurs centaines de milliers de mètres carrés. lesquels génèreront un chiffre d'affaires annuel pour APRC de plusieurs centaines de millions d'euros », a affirmé le directeur général du groupe APRC. En 2012, le groupe SNTR qui compte déjà quatre filiales importantes a réalisé un chiffre d'affaires de 9,4 milliards de DA, une valeur ajoutée de 3,5 mds de DA et un résultat net de 930 millions de DA. En 2013, le groupe a vu son chiffre d'affaires progresser de 5%.

Source: L'Econews 05.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -logistiques-pour-sntr-05-03-2014-168000 294.php

Institut français de l'environnement industriel et des risques (INERIS) - Création d'une filiale algérienne en avril

L'institut français de l'environnement industriel et des risques (INERIS) va procéder à la création d'une une filiale en Algérie spécialisée dans la prévention des risques industriels. Celle-ci devrait être créée au mois d'avril prochain en partenariat avec EMI Services Algérie, filiale d'Emi France spécialisée dans l'installation de centrales électriques et l'entreprise Lak-Elec qui active dans la sous-traitance électrique. Emi Services et Lak-Elec auront chacune 30% du capital du nouvel institut, les 40% restant seront détenus par INERIS France. L'institut dispensera des formations aux formateurs dans le domaine de la prévention des risques industriels et aidera les entreprises dans les audits et l'évaluation de la sécurité de leurs installations, a indiqué le manager de Lak-Elec. Il accompagnera également l'autorité de régulation des hydrocarbures, le ministère de l'Energie et les groupes Sonatrach et Sonelgaz dans l'élaboration de la règlementation en matière de la sécurisation des sites industriels.

Source: L'Econews 05.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ algerienne-en-avril-05-03-2014-167996 360.php

Environnement : exonération et allégement fiscaux pour favoriser l'industrie du recyclage

Citant l'article 32 de la loi de finances 2014, la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement a déclaré que les activités de collecte du papier usagé et de déchets ménagers ainsi que les autres déchets recyclables, sont assimilées à des activités artisanales, et sont ainsi soumises au régime de l'impôt forfaitaire unique, au taux de 5%. Pour encourager le développement de cette filière, les investisseurs bénéficieront d'exonération d'impôts durant les deux premières années, ainsi que d'une réduction "graduelle" d'impôts durant les trois années suivantes.

Source: L'Econews 20.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -du-recyclage-20-03-2014-168269 312.php

La plateforme pour la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) en Algérie : mode d'emploi

Mis en ligne le 18 mars, le site <u>www.rse-algerie.org</u>, fondé par l'Institut algérien de gouvernance d'entreprise Hawkama El Djazaïr et l'association française de l'Observatoire sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE), répertorie les bonnes pratiques des entreprises en matière de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE). L'objectif annoncé de la plateforme RSE Algérie est « la diffusion de bonnes pratiques » pour « donner de la visibilité aux entreprises engagées dans le développement durable » et « favoriser, par l'émulation, l'innovation technique et sociétale ».

Source: Maghreb Emergent 24.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/rse-en-algerie-mode-d-emploi.htm

SECTEUR PHARMACEUTIQUE

Importations de médicaments Hausse de 62% de la facture en janvier

La facture des importations de l'Algérie en produits pharmaceutiques a enregistré une hausse substantielle de l'ordre de 62% durant le mois de janvier dernier, atteignant ainsi 212,3 millions de dollars, contre près de 131 millions de dollars le même mois en 2013. En 2013, les importations algériennes en produits pharmaceutiques ont atteint 2,28 milliards de dollars en 2013 (+1,96%), alors que les quantités ont reculé de 6,74% pour totaliser 33.389 tonnes par rapport à 2012. Le marché national du médicament est estimé à plus de 2,5 milliards de dollars, dont 1,85 milliard dollars d'importation et le reste de production locale, dont 84% reviennent au secteur privé et 16% au public.

Source: L'Econews 17.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -en-janvier-17-03-2014-168194 292.php

Production des antibiotiques en Algérie Saidal s'allie à un groupe portugais

Le groupe pharmaceutique public Saidal et le groupe pharmaceutique portugais, Laboratorios Atral, ont procédé à la signature d'un mémorandum d'entente portant sur la production des médicaments de la classe des Antibiotiques. Cette coopération se déroulera en deux étapes, la première portera sur l'importation des médicaments afin d'assurer leur disponibilité sur le marché algérien, tandis que la seconde phase consistera à produire localement ces médicaments et comportera également un transfert de technologie et de savoir-faire qui seront assurés par Laboratorios Ataral.

Source: L'Econews 19.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -groupe-portugais-19-03-2014-168230 340.php

ENERGIE

Commercialisation du gaz algérien Le PDG de Sonatrach rassure

«Il n'y a pas eu de baisse de volumes de gaz exporté malgré la crise en Europe. Et s'il y a une baisse, elle sera opérée en commun accord entre Sonatrach et ses partenaires», a affirmé le PDG du groupe Sonatrach. «Nous n'avons jamais eu de gaz invendu. Même si Sonatrach devait être

dans l'obligation de réduire ses exportations vers l'Europe, les quantités retirées de ce marché pourraient être commercialisées en Asie avec des tarifs de 50% plus élevés», a-t-il ajouté. La sortie du premier responsable de Sonatrach intervient au moment où plusieurs pays asiatiques ont exprimé leurs intentions d'effectuer des approvisionnements en hydrocarbures en Algérie.

Source: L'Econews 03.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ sonatrach-rassure-03-03-2014-167946 289.php



Sonatrach : L'usine de GNL d'Arzew entrera en service en juin

La capacité opérationnelle de l'usine de liquéfaction de gaz naturel implantée dans la zone industrielle d'Arzew, près d'Oran, réalisée par Saipem pour le compte de Sonatrach, est de près de 4,7 millions de tonnes par an ; ce sera ainsi la plus grande usine d'Algérie. Financé à 100% par Sonatrach, ce projet, dont les travaux ont été lancés en décembre 2008, permettra d'accroître la capacité de production de GNL afin de répondre à la demande des marchés européens et asiatiques. Cette infrastructure permettra également de générer 15 000 emplois directs et indirects. Quatrième exportateur de GNL au monde, Sonatrach dispose actuellement de trois usines de GNL produisant entre 42 et 44 millions de mètres cubes de gaz liquéfié par an. Le groupe ambitionne de porter ses capacités de liquéfaction à 60 millions de mètres cubes en 2014.

Source: El Watan 29.03.14

Lien: http://www.elwatan.com/ -service-en-juin-29-03-2014-251015 111.php

Signature d'un contrat de réalisation d'un système de comptage intelligent de gaz

Un contrat portant études de réalisation d'un système de comptage intelligent de gaz a été signé entre le groupe Sonelgaz et la Direction générale de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. visant à rationaliser la consommation et assurer des éléments de sécurité plus élaborés, le projet sera directement lié au Centre de recherches et de développement de l'électricité et du gaz, aux producteurs de gaz et aux clients. La phase d'étude s'étalera sur 30 mois tandis que l'entreprise de fabrication de compteurs d'El Eulma procèdera à la fabrication puis l'expérimentation du nouveau système sur une période allant de 6 mois à une année avant la commercialisation du produit par la société de transport du gaz.

Source: APS 25.03.14

Lien: http://www.aps.dz/fr/economie/3441-signature-d-un-contrat-

La contrebande de carburant recule de plus de 14% en 2013

"Les mesures prises par le gouvernement lors d'un Conseil interministériel tenu en juillet dernier ont contribué à la baisse du phénomène de contrebande de carburant à hauteur de 14,06% en 2013 par rapport à 2012", a indiqué le Directeur de la Sécurité publique et de l'Emploi au Commandement de la Gendarmerie nationale. La wilaya de Tlemcen est la plus touchée par phénomène de trafic de carburant suivie de Tébessa et de Souk Ahras. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande, le responsable a précisé que les unités de la gendarmerie nationale ont saisi, en 2013, des biens d'une valeur de 2 milliards de dinars dont plus de 1.170 tonnes de produits alimentaires.

Source: Maghreb Emergent 22.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.com/ -14-en-2013-gendarmerie-nationale.html

L'Algérie s'oppose à une démarche hyper-extractive d'Anadarko à El Merk

Le gisement d'El Merk est entré en production en mars 2013 et les premières quantités de brut ont été exportées en mai. Mais les deux partenaires, Sonatrach et l'américain Anadarko, n'ont pas la même vision sur la gestion du niveau de production. L'Algérie a refusé une démarche « hyper-extractive » de l'américain Anadarko qui veut pousser rapidement la production à 127.000 barils/jour. Ce refus a été signifié à Anadarko via l'Agence nationale de valorisation des hydrocarbures (ALNAFT), et est motivé par des impératifs de gestion raisonnée des réserves pétrolières de l'Algérie inscrites dans une stratégie de préservation des réservoirs. « L'objectif est de maintenir un plateau de production conservatoire de 85.0000 barils/ jour, au moins pendant six ans » dans El Merk, un méga gisement, dont les réserves prouvées sont estimées à 1,2 milliard de barils de pétrole et de condensat.

Source: Maghreb Emergent 18.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ -extractive-d-anadarko-a-el-merk.html

8 centrales électriques exploitant des énergies renouvelables projetées à Adrar

, pour une production globale de plus de 270 mégawatts, a indiqué le directeur de l'énergie et des mines (DEM) de la wilaya. Il s'agit de la réalisation d'une station éolienne d'une capacité de 50 mégawatts, de six centrales solaires d'une capacité de plus de 48 mégawatts, et d'une centrale solaire de 175 mégawatts. Une délégation d'experts étrangers et d'investisseurs s'est rendue dernièrement dans la région pour localiser les zones et les assiettes devant accueillir ces projets. A noter que la wilaya d'Adrar a également bénéficié, à la faveur d'un partenariat algéro-français, d'un projet de ferme éolienne d'une capacité de production électrique de 10 mégawatts.

Source: Maghreb Emergent 18.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/renouvelables-projetees-a-adrar.html

Le projet de modules photovoltaïques de Rouïba, en attente d'un partenaire étranger

Un nouvel appel à la manifestation d'intérêt a été lancé récemment pour la sélection d'un partenaire étranger "capable d'assurer le transfert technologique et de prendre en charge une partie du risque" pour le projet d'usine de fabrication de modules photovoltaïques à Rouïba, a indiqué le directeur commercial de l'entreprise Rouïba Eclairage, filiale de Sonelgaz. Le projet, piloté par Rouïba Eclairage, et qui devait produire dès 2013, 116 mégawatts (MW), a accusé un important retard amenant le maître d'ouvrage à résilier le contrat de réalisation avec l'Allemand Centrotherm.

Source: Maghreb Emergent 12.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ -attente-d-un-partenaire-etranger.html

HAUTES TECHNOLOGIES & COMMUNICATION

Déploiement du haut débit mobile de l'aéroport international d'Alger : association avec Ericsson

«Un protocole d'accord a été signé le mois dernier avec Ericsson pour le déploiement d'une solution d'accès aux services du haut débit mobile au niveau de l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene», a indiqué le PDG de l'entreprise. «Les études pour le déploiement du haut débit mobile à l'aéroport international d'Alger sont finalisées, et ce dans le cadre d'un projet-pilote qui entre aujourd'hui dans sa phase pratique», a-t-il précisé. Outre l'aéroport international, cette solution d'accès aux services du haut débit mobile sera également déployée dans d'autres édifices comme la faculté d'Alger et un campus universitaire dont le choix n'a pas encore été défini. Le procédé de solution «indoor» qui sera employé pour cette opération porte sur le principe d'une mini-antenne inédite baptisée «Radio Dot System» qui avait été présentée par Ericsson à la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, lors d'une rencontre sur les TIC à Tunis, en novembre dernier.

Source: El Moudjahid 23.03.14 **Lien**: http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/56335

Algérie Télécom lance «One Click» : Des sites web pour toutes les entreprises

Algérie Télécom vient de lancer «One Click», une solution qui permet de créer et de publier un site web professionnel en ligne en toute simplicité et sans avoir de connaissances approfondies en informatique, a annoncé l'entreprise dans un communiqué. Par ailleurs, Algérie Télécom propose les services de la visioconférence, destinés aux professionnels grand compte et les PME-PMI. Trois types de visioconférence sont proposés: location de salles de conférence équipées (13 salles équipées pour assurer des réunions à distance), location de valises de visioconférence contenant les équipements nécessaires et la visio-formation qui permet à toute entreprise ou organisme de formation d'assurer à un groupe de personnes des stages, séances de recyclage ou des formations d'un site vers d'autres sites.

Source: Le Financier 23.03.14

Lien: http://www.lefinancier-dz.com/ -pour-toutes-les-entreprises.html



Algerie Telecom: Octroi d'une autorisation pour améliorer la qualité d'Internet

Le cahier des charges relatif à l'octroi d'autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications et de services de téléphonie fixe internationaux, entre les villes et le réseau local public, a été amendé. Cet amendement s'inscrit dans le cadre de « la politique de l'Etat visant le développement des technologies de l'information et de la communication en faveur d'une stratégie nationale pour le haut débit et le très haut débit et de l'accès aux services Internet à travers tout le territoire national au profit des entreprises et des administrations ». Selon un communiqué du ministère de la Poste et des technologies de l'information et de la communication, ce cahier des charges permettra au groupe Algérie Télécom d'acquérir des fréquences pour la diffusion de nouvelles technologies de télécommunications dans son réseau local en vue d'offrir aux usagers l'accès au réseau Internet haut débit et très haut débit. Aussi, cet amendement permettra l'accompagnement d'Algérie Télécom dans l'opération de ces réseaux filaires et de fibres optiques pour le renforcement des services fixes de très haut débit, précise le communiqué.

Source: Mobile Algérie 23.03.14

Lien: http://www.mobilealgerie.com/index.php?news=5328

Concours Oobarmijoo : Ooredoo récompense les meilleures applications mobiles algériennes

Dans le cadre de sa politique d'encouragement des jeunes créateurs des Ntic, l'opérateur de la téléphonie mobile Ooredoo organise un concours, appelé «Oobarmijoo», en direction des développeurs d'applications mobiles. «Initié en partenariat avec Club Etic et Med&Com, Oobarmijoo est lancé dans le cadre du programme iStart, le premier programme algérien visant à encourager la création d'applications et solutions mobiles sous le label «Made in Algeria» fruit d'un partenariat entre Ooredoo et l'Agence Nationale de Développement de la PME (ANDPME)». Les applications choisies, développées sous Android, sont soumises sur le portail «www.istart.dz», lancé par l'opérateur.

Source: Algérie Focus 18.03.14

Lien: http://www.algerie-focus.com/ -applications-mobiles-algeriennes/

Le Conseil national de la protection du consommateur installé d'ici à la fin 2014

, et viendra renforcer les capacités de contrôle et de la répression de la fraude. En parallèle, et selon le ministre du Commerce, un groupe de travail chargé de l'amendement de la loi 03-09 relative à la protection du consommateur a été installé au ministère, dans l'objectif d'arriver à "concilier l'intérêt du consommateur et l'efficience économique". En outre, un projet de texte permettant "la création de l'agence nationale de protection des risques liés à la consommation", destiné à renforcer les instruments de contrôle et de protection du consommateur, a été élaboré. Par ailleurs, un centre national de contrôle des produits industriels est en cours de réalisation avec pour mission la vérification et le contrôle de la conformité aux normes internationales des produits commercialisés localement. Enfin, le ministre a annoncé l'ajout de 12 nouveaux laboratoires de contrôle d'ici à la fin 2014, afin que chaque wilaya soit dotée de sa propre structure.

Source: Maghreb Emergent 16.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/-installe-d-ici-a-la-fin-2014.html

Aquaculture:

Un accord algéro-coréen de 5 millions de dollars

Le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques et l'Agence coréenne de coopération internationale (Koica) ont paraphé un accord portant sur un projet de développement de l'industrie de transformation dans le domaine de l'aquaculture. Doté d'une enveloppe financière de 5 millions de dollars, le projet est financé par la partie coréenne. La partie coréenne devra accompagner l'industrie d'aquaculture à travers des investissements, notamment à Skikda et Ouargla. Le représentant de Koica en Algérie a précisé que 38 experts seront envoyés par la Corée pour mener une action conjointe avec le ministère dans le cadre de ce programme, en plus de l'organisation de sessions de formation au profit de 60 cadres, chercheurs et opérateurs algériens. A noter que les deux pays ont déjà mis sur pied deux projets conjoints de culture de la crevette dans l'eau de mer à El Marsa (Oran) et à Hassi Ben Abdallah (Ouargla), relatifs à la culture de la crevette dans l'eau douce.

Source: El Watan 15.03.14

Lien: http://www.elwatan.com/millions-de-dollars-15-03-2014-249181 111.php

Un partenariat en cours d'étude avec la Grande-Bretagne L'Algérie importera 90 mille vaches laitières

« Le projet est toujours sur la table des négociations et devrait être réactivé prochainement en coordination avec le premier ministre britannique », a indiqué le ministre de l'Agriculture en précisant que cette action vise à améliorer le rendement des vaches laitières. Pour rappel, la production du lait cru toutes espèces confondues est de 3,1 milliards de litres par an dont 2.2 milliards de lait de vache. L'Algérie accuse un déficit de 2,4 milliards de litres, les besoins du pays étant de l'ordre de 5,5 milliards de litres.

> Source: L'Econews 16.03.14 Lien: http://www.leconews.com/ -laitieres-16-03-2014-168175 292.php

Boissons gazeuses Le Groupe Mehri s'associe à un fonds américain

Emerging Capital Partners, qui détient des actifs dans plusieurs pays africains, annonce avoir acheté une participation de 33% dans Atlas Bottling Corporation (ABC), l'embouteilleur de Pepsi en Algérie, dans le cadre d'un plan d'investissement de 80 millions de dollars. En plus de l'augmentation des capacités d'embouteillage de l'entreprise, et de l'émergence d'un nouveau site de production, ECP prévoit également de fournir une assistance technique à l'équipe de gestion d'ABC en Algérie, en la soutenant dans la professionnalisation des fonctions commerciales telles que la gouvernance et la conformité. « Nous cherchons à soutenir des modèles d'affaires à l'image d'ABC qui poursuit son développement en Afrique en déployant des normes internationales », a précisé le directeur du bureau ECP Paris, en ajoutant que «l'Algérie est le troisième plus grand marché des boissons gazeuses de l'Afrique ».

Source: L'Econews 15.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -americain-15-03-2014-168152 360.php

L'entreprise a réalisé une croissance de 30% Nestlé Waters Algérie : de bonnes performances en 2013

Installée depuis plus de 5 ans, Nestlé Waters occupe aujourd'hui la troisième place sur le marché des eaux embouteillées en Algérie. «L'Algérie est le premier marché de Nestlé dans la région maghrébine. Le pays est très riche en ressources d'eau », a affirmé son directeur général et ajouté que « le groupe Nestlé considère le marché algérien comme un marché stratégique », et n'exclut pas de se lancer dans la production des autres produits à moyen terme.

Source: L'Econews 11.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -en-2013-11-03-2014-168090 292.php



Les universitaires estiment qu'il obéit aux injonctions politiques plutôt qu'aux besoins de l'économie

Pourquoi le système bancaire algérien demeure fragile et non performant

Intervenant lors de la journée d'étude consacrée à "La gestion des risques bancaires en Algérie", l'universitaire Benzegane Souhila a affirmé que "malgré les réformes engagées, le système bancaire algérien demeure peu développé, réprimé et constitue un obstacle à la croissance". L'oratrice a souligné la nécessité pour les banques publiques d'adopter des comportements productifs et performants en agissant en fonction des besoins des clients et de l'économie, et non en fonction des injonctions de l'État. Elle a précisé que le système bancaire algérien est caractérisé par un monopole sur le financement de l'économie nationale avec un taux de 99%, alors que marché financier ne participe qu'à hauteur de 1%, soit un taux très faible. Pour l'oratrice, cette faiblesse est due au fait que 95% des entreprises privées en Algérie sont des Sarl et des Eurl qui ne peuvent pas êtres cotées en Bourse. La transparence exigée par les marchés financiers, l'absence de la culture managériale, auxquelles s'ajoute le syndrome Khalifa qui a rendu l'investisseur algérien rétif à financer des entreprises privées n'incitent pas, dit-elle, les entreprises à s'introduire en Bourse. Souhila Benzegane cite également le monopole des banques publiques qui, au nombre de six, assurent 90% de l'économie algérienne, ne laissant, ainsi, aucune chance au jeu de concurrence sur la place. Ces banques sont, a-t-elle noté, de surcroît en situation de surliquidités.

Source: Liberté 11.03.14

Lien: http://www.liberte-algerie.com/ -plutot-qu-aux-besoins-de-l-economie-217284

20 banques et 9 établissements financiers opèrent en Algérie

Selon la liste diffusée par la Banque d'Algérie et publiée au journal officiel, le système algérien des finances compte au 2 janvier 2014 une liste de 20 banques et 9 établissements financiers agréés activant actuellement en Algérie. Il s'agit des banques : BEA, BNA, CPA, BADR, BDL, CNEP, Banque Al Baraka d'Algérie, Citybank N.A Algeria (succursale), Arab Banking Corporation-Algeria, Natixis- Algérie, Société générale-Algérie, Arab Bank PLC-Algeria (succursale), BNP Paribas Al-Djazaïr, Trust Bank-Algeria, The Housing Bank For Trade and Finance-Algeria, Gulf Bank Algérie, Fransabank Al-Djazaïr, Crédit agricole corporate et investissement Bank-Algérie, HSBC-Algeria (succursale) et Al Salam Bank-Algeria. Concernant les établissements financiers agréés, il s'agit de :Société de refinancement hypothécaire (SRH), Société financière d'investissement, de participation et de placement (Sofinance), Arab Leasing Corporation (ALC), Maghreb Leasing Algérie (MLA), Cetelem Algérie, Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Société nationale de Leasing (SNL-SPA), Ijar Leasing Algerie-SPA et El Djazair IJAR-SPA.

Source: Le Financier 24.03.14

Lien: http://www.lefinancier-dz.com/ -financiers-operent-en-algerie.html

Retour du crédit à la consommation Tout produit transformé à 40% est national

« Tout produit qui aurait subi une transformation à hauteur de 40% ou plus, est inclus dans la catégorie des produits nationaux », a indiqué le président de la commission mixte pour la préparation de la loi sur le crédit à la consommation. Cette règle concerne tous les produits qui rentrent dans les opérations de transformation, de fabrication et de montage, comme les articles électroménagers, les produits électroniques et même les véhicules. Le responsable a indiqué que la commission doit absolument étudier les mécanismes à mettre en place concernant la centrale des risques, liés au crédit à la consommation.

Source: L'Econews 10.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ a-40-est-national-10-03-2014-168072 362.php

Euronext Paris et la Bourse d'Alger signent un accord

Euronext Paris et la Société de la gestion de la Bourse des valeurs (SGBV) ont annoncé la signature d'un Memorandum of understanding (MOU), dans le but de développer l'écosystème boursier sur leurs marchés respectifs et faciliter ainsi le financement des entreprises, et notamment des PME-ETI, par la Bourse.

Source : Liberté 26.03.14

Lien: http://www.liberte-algerie.com/ -un-accord-cooperation-218258

Financement des investissements touristiques 5 banques privées à la rescousse du secteur

Les investisseurs dans le secteur du tourisme disposent désormais d'autres sources de financement de leurs projets que celles des banques publiques. En effet, Société Générale Algérie (SGA), Arab Gulf Bank AGB, Banque El Baraka, Trust Bank et Salama Bank s'engagent, à travers des accords signés avec le ministère de Tourisme, à financer les projets d'investissement dans le secteur touristique, allant jusqu'à hauteur de 70% du projet et cela pour une durée de 12 ans au maximum. Selon le président de l'association des banques et établissements financiers (ABEF), « ces accords viennent soutenir les conventions qui ont été signés en 2012 avec six établissements bancaires publics ».

Source: L'Econews 20.03.14

Lien: http://www.leconews.com/du-secteur-20-03-2014-168263 290.php

34 à 40 milliards d'euros de surliquidité dans les banques algériennes

Faute de « sérieux clients », la surliquidité des banques algériennes publiques est estimée entre 34 et 40 milliards d'euros, les gestionnaires de ces banques vivant toujours le syndrome de Khalifa Bank les rendant ainsi méfiants et frileux à financer des entreprises privées. Ce constat a été établi par des universitaires à l'occasion d'un séminaire portant sur la gestion des risques bancaires.

Source: Algérie1 10.03.14

Lien: http://www.algerie1.com/-surliquidite-dans-les-banques-algeriennes/

Elle vient de publier ses résultats pour 2013 La Cnep toujours en tête des bilans

La Cnep a accordé en 2013 près de 122 milliards de DA de crédits tous segments confondus. Les crédits immobiliers octroyés aux particuliers, au nombre de 22 069, s'élèvent à la somme de 46,2 milliards de DA. Parmi eux, un peu plus de 9 000 crédits à taux bonifiés pour un montant de 18,5 milliards de DA.

Source : Liberté 19.03.14

Lien: http://www.liberte-algerie.com/ -ses-resultats-pour-2013-217807

La BDL double ses tarifs : Ruée sur le prêt sur gage

La banque qui offrait auparavant 1.000 dinars contre chaque gramme d'or mis en gage, offre actuellement 2.000 dinars contre chaque gramme d'or. D'autres mesures ont été prises pour permettre aux citoyens de déposer leurs bijoux. En effet, alors que la banque n'était preneuse que pour les bijoux locaux et poinçonnés, désormais tous les bijoux en or sont acceptés.

Source: Le Quotidien d'Oran 03.14

Lien: http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5195827

Douanes/Banques: lancement d'un nouveau système d'échange d'informations

La direction générale des Douanes et l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) ont signé un protocole d'accord qui permet aux banques d'accéder au système d'information du Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (CNIS). Les banques commerciales algériennes pourront ainsi suivre et contrôler automatiquement les opérations de commerce international à travers la consultation de la base de données des douanes. Cet accord intervient suite aux recommandations de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) qui a souligné la nécessité de renforcer la collaboration entre les différentes institutions en charge du secteur du commerce international, a indiqué le DG des Douanes..

Source: APS 23.03.14

Lien: http://www.aps.dz/ -systeme-d-echange-d-informations

59 bureaux de postes l'ont reçu Le chèque normalisé en circulation à Constantine

Selon le directeur d'Algérie Poste « le nouveau chèque permet au citoyen de l'utiliser dans les retraits, les paiements ainsi que les transferts de son compte CCP à un compte bancaire et ce, à l'échelle du pays».

Source: L'Econews 04.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -a-constantine-04-03-2013-162380_290.php



IV- ECONOMIE

Le chef de la mission du FMI se félicite des performances économiques de l'Algérie en 2013

, avec une nette progression du produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures à 6%. S'exprimant lors de sa visite qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs aux consultations relatives à l'article 4 du statut de l'institution, le chef de la mission du FMI a indiqué que tous les indicateurs liés à l'économie algérienne "étaient bons" durant l'année 2013, marquée par un recul important du taux d'inflation à près 3%, tandis que le taux du chômage a baissé à moins de 10% (9,8%). Selon lui, cette visite permettra "d'évaluer et d'examiner les priorités du gouvernement en ce qui concerne l'emploi et de procéder aux analyses économiques susceptibles d'accompagner les autorités algériennes dans l'établissement de politiques économiques judicieuses qui contribuent à la consolidation de la croissance et à la création de nouveaux postes d'emploi".

Source: L'Econews 17.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -de-l-algerie-en-2013-17-03-2014-168206 312.php

Installation du comité de suivi du Pacte économique et social de croissance

Le Comité national de suivi des engagements contenus dans le Pacte économique et social de croissance, signé à l'issue de la dernière tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), a été installé, et aura pour mission de "suivre les engagements du Pacte économique et social de croissance grâce à des mécanismes d'évaluation et de suivi", a déclaré le ministre du Développement industriel et de la promotion de l'investissement. Le pacte a pour buts essentiels d'accélérer les réformes économiques, de développer des systèmes sociaux comme la santé et d'encourager l'accès au travail ainsi que la consolidation du partenariat et la mise à niveau des entreprises.

Source: Maghreb Emergent 12.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/ economique-et-social-de-croissance.html

Le projet de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, grandes opportunités d'investissements

Dans le cadre de son plan d'aménagement et de son programme d'urbanisme, le directeur de l'engineering et de la construction de l'entreprise de la ville nouvelle de Hassi Messaoud, qui va accueillir près de 80.000 habitants à l'horizon 2030, a indiqué que celle-ci sera ouverte aux investisseurs et opérateurs économiques, dans le foncier, le logement, les équipements publics, la santé, l'éducation, les services et autres.

Source: APS 05.03.14

Lien: http://www.aps.dz/ -grandes-opportunites -investissements

Coopération algéro-portugaise Signature de 4 accords de 100 millions d'euros

, entre des sociétés algériennes et leurs homologues portugaises, à l'occasion du 4ème forum économique algéro-portugais. Les deux premiers accords ont été signés entre les entreprises Ceramis de Mostaganem et ECO de Tlemcen spécialisées dans la production de carreaux céramiques avec le groupe portugais Recer, un des leaders dans le domaine au Portugal. Le troisième accord a été conclu entre l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) et l'Agence portugaise du commerce et de l'investissement Aicep, en vue de l'échange d'expériences, d'informations et de formation. Enfin, le dernier accord porte sur la production de médicaments entre le groupe pharmaceutique public Saidal et le groupe portugais Laboratorios Atral.

Source: L'Econews 19.03.14

Lien: http://www.leconews.com/-millions-d-euros-19-03-2014-168236 360.php

Forum d'affaires algéro-portugais Les Algériens appelés à investir au Portugal

Le forum économique algéro-portugais, qui s'est tenu à Alger, a été bien plus orienté sur les investissements algériens au Portugal que sur ceux attendus en direction de notre pays. «Ceux qui choisiront le Portugal bénéficieront d'un traitement favorable», a notamment déclaré le vice-Premier ministre portugais, qui dirige l'importante délégation portugaise. Le responsable, qui souhaite voir les Algériens se positionner en tant qu'investisseurs dans le domaine productif, mais aussi dans l'immobilier, a énuméré une série de mesures incitatives prises par son gouvernement dans le cadre de la réforme des lois sur le travail.

Source: El Watan 20.03.14

Lien: http://www.elwatan.com//-portugal-20-03-2014-249881 111.php

1,5 milliard de dollars d'investissements en 2013 L'Algérie, le nouvel eldorado pour les entreprises turques

Selon l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), le montant global des investissements en provenance de l'ancien empire ottoman en Algérie s'élève à 1,5 milliard de dollars. « C'est un marché vierge, il y a une faible concurrence dans la plupart des secteurs, le premier arrivé est le premier servi. La population est jeune et bilingue, alors qu'en Turquie 5% seulement de la population maîtrise une langue étrangère. De plus, la main-d'œuvre est moins chère qu'en Turquie, où le montant du SMIC est de 400 dollars, nettement plus que le double du SMIC algérien», a affirmé un responsable au bureau du conseiller commercial de l'ambassade de Turquie à Alger, et souligné la facilité pour les entreprises turques de s'adapter aux cultures commerciales et sociales en Algérie.

Source: El Watan 24.03.14

Lien: http://www.elwatan.com/ -turques-24-03-2014-250329 111.php

Une convention avec l'Union européenne pour promouvoir le système de formation touristique

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a indiqué qu'une convention de partenariat avec l'Union européenne (UE) est en élaboration, pour développer le système de formation dans le domaine touristique. Il a souligné que cette initiative vise à opérer un diagnostic du système de formation dans le secteur du tourisme pour l'adapter à l'évolution dans le monde.

Source: Maghreb Emergent 18.03.14

Lien: http://www.maghrebemergent.info/-de-formation-touristique.htm

Commission sectorielle mixte Algero-Espagnole dans le tourisme : Formation et investissement d'abord

La réunion de la commission sectorielle mixte algéro-espagnole a été organisée en vue de la mise en œuvre du mémorandum d'entente dans le domaine du tourisme, signé en 2013, pour l'étude et l'élaboration « d'un partenariat sur la base duquel l'Algérie va pouvoir bénéficier de l'expérience espagnole en la matière et de valoriser ses ressources humaines ». C'est ce qu'a révélé la sous-directrice chargée de la coopération auprès du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. De son côté, le président de la délégation espagnole a affirmé que « l'Espagne va contribuer au développement du tourisme en Algérie, notamment dans le domaine de la formation et le perfectionnement ». Par ailleurs, s'agissant de l'investissement touristique, les signataires œuvreront à favoriser le rapprochement et la mise en relation d'affaires entre les investisseurs privés des deux pays.

Source : El Moudjahid 06.03.14

Lien: http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/55418

Échanges commerciaux algéro-tunisiens : Un partenariat fructueux à valoriser

« Les volumes d'exportation de l'Algérie vers la Tunisie, en 2013, sont de l'ordre de 800 millions d'euros tous produits confondus, et de la Tunisie vers l'Algérie, ils sont de 400 millions d'euros ». C'est ce qu'a révélé le directeur de la représentation commerciale tunisienne, en marge de la tenue des rencontres professionnelles tuniso-algérienne sur les pièces et composants automobiles. Il a indiqué que « 85% des exportations algériennes vers la Tunisie sont dans les hydrocarbures, tandis que les exportations de la Tunisie vers l'Algérie, concernent, les industries mécaniques et principalement la pièce automobile qui représente 50% de ces transactions.» Il y a lieu de noter que lors de la tenue des travaux de la 19e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne les deux parties ont convenu de fixer le 1er mars comme date butoir pour l'entrée en vigueur de l'accord commercial préférentiel signé entre les deux pays pour donner une nouvelle impulsion aux échanges commerciaux et renforcer le partenariat et la complémentarité, notamment dans le domaine des finances, des transports, et de l'énergie.

Source: El Moudjahid 06.03.14

Lien: http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/55406



Algérie-Royaume-Uni : accord prochain pour la non double imposition au profit des opérateurs des deux pays

Des négociations entre l'Algérie et le Royaume-Uni ont été entamées pour ce nouvel accord bilatéral au profit des opérateurs économiques des deux pays. Visant à éviter la double taxation au profit des opérateurs économiques, cet "accord important encouragera mieux les investisseurs des deux pays", a indiqué l'ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie. Il s'est félicité de la position de son pays qui est devenu le 5ème partenaire économique de l'Algérie, rappelant que le Royaume-Uni était classé 13ème en 2010.

Source: L'Econews 02.03.14

Lien: http://www.leconews.com/ -pays-ambassadeur-02-03-2014-167930 312.php

Forum d'affaires algéro-allemand : Le transfert technologique un aspect essentiel du partenariat

Lors de cette rencontre, organisée sous forme de rencontres B to B entre les entreprises algériennes et les entreprises allemandes, le ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement a insisté sur l'aspect lié au transfert technologique, comme étant une exigence essentiel du partenariat, a mis l'accent sur l'importance de la contribution de l'expertise allemande pour la construction d'un système national d'innovation et de la qualité ainsi que de politiques de formation et de valorisation des compétences, volet souligné ave insistance dans la politique industrielle envisagée. Les relations avec l'Allemagne, 3e puissance économique mondiale et 5e fournisseur de notre pays, précisera le ministre, doivent être projetées dans le cadre de l'accord d'association avec l'UE et la perspective de la ZLE prévue en 2020, mais doivent aussi s'inscrire dans le cadre d'un développement durable. De son côté, le secrétaire d'Etat allemand au ministère fédéral des affaires économiques et de l'énergie a notamment souligné la nécessité de créer un cadre général pour faciliter la coopération économique à travers les entreprises. Par ailleurs, rejoignant l'avis du ministre algérien, il admettra la nécessité pour le développement économique de bénéficier de qualifications. A cet effet, il rappellera que la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie « AHK » contribue à la formation d'algériens dans diverses spécialités.

Source: El Moudjahid 15.03.14

Lien: http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/55859

NB : L'accès aux articles du quotidien El-Watan en ligne requiert une inscriptior



Pour plus d'informations :

- Contacter Teamconsulting International:
 - Samir Toumi : samir.toumi@teamconsult-dz.com
 - Amina Zeghmi: <u>amina.zeghmi@teamconsult-dz.com</u>
 - Souad Ait-Chaalal : <u>souad.aitchaalal@teamconsult-dz.com</u>
 - Bouchra Bendris : <u>bouchra.bendris@teamconsult-dz.com</u>
- Site web :
 - www.teamconsult-dz.com